

Réintégrer les départements annexés : le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine, 1914-1919

Joseph Schmauch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2609>

DOI : 10.4000/alsace.2609

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 413-426

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Joseph Schmauch, « Réintégrer les départements annexés : le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine, 1914-1919 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 07 novembre 2017, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2609> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2609>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

Tous droits réservés

Réintégrer les départements annexés : le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine, 1914-1919

Joseph Schmauch

- 1 Dans le sillage d'une thèse d'École des Chartes consacrée aux organes administratifs liés à l'Alsace-Lorraine, ma thèse de doctorat¹ vise à mieux comprendre l'action du gouvernement et des organes civils, chargés d'abord d'une mission de préfiguration, puis d'une mission d'administration de l'Alsace et de la Lorraine mosellane, un territoire chargé de symboles.

Périmètre du sujet

- 2 Dès 1915, les gouvernements français successifs élaborent des projets politiques et administratifs pour l'Alsace-Lorraine dans la perspective d'une paix victorieuse. Dans un contexte de reprise en main des administrations d'État, après le repli à Bordeaux, une première institution consacrée à la réintégration des départements de l'Est voit le jour au ministère des Affaires étrangères. La Conférence d'Alsace-Lorraine se réunit pour la première fois le 10 février 1915, sous la présidence du président du Conseil, René Viviani². Dirigée par le député Louis Barthou, la Conférence d'Alsace-Lorraine comprend vingt membres. Toutes les tendances politiques y sont représentées, à l'image du gouvernement d'union sacrée : députés catholiques ou socialistes y côtoient des industriels lorrains ou mulhousiens. Parmi les personnalités composant cette commission, on relève quelques figures alsaciennes de premier plan, passées au service de la France au cours de l'été 1914. On note la présence du député catholique Émile Wetterlé³, qui a quitté Colmar peu avant la déclaration de guerre, ainsi que celle du maire de Colmar, Daniel Blumenthal, démis de ses fonctions par les autorités allemandes. D'autres personnalités, telles Daniel Mieg ou le socialiste Georges Weill, se

trouvent déjà à Paris lorsqu'éclate la guerre. Ces Alsaciens ont en commun de faire le choix de la France, alors même qu'ils étaient intégrés dans les structures politiques et économiques de l'Empire allemand. Ils retrouvent dans la capitale les Alsaciens de Paris, enfants d'optants investis dans de nombreuses associations patriotiques, et vont user de leur influence pour peser sur les décisions gouvernementales touchant aux provinces de l'Est. On retrouve les mêmes personnalités en dehors de l'officielle Conférence d'Alsace-Lorraine, par exemple au sein du Comité d'études économiques et administratives fondé en 1916 sous l'impulsion d'Albert Kahn et de Daniel Mieg, ou encore du Groupe Lorrain réuni autour de Maurice Bompard et François de Wendel⁴. À travers les travaux de ces commissions, le gouvernement cherche à répondre aux problèmes soulevés par la réoccupation des vallées vosgiennes et, dans le même temps, à engager l'avenir des provinces dont le retour à la France paraît imminent.

- 3 Au lendemain de l'Armistice du 11 novembre 1918, les autorités civiles françaises prennent pied en pays annexé et adoptent un premier train de mesures politiques et administratives, quand bien même l'Alsace-Lorraine se trouve dans une période de transition jusqu'à la signature de la paix. Tous les témoignages s'accordent pour dire que l'accueil est enthousiaste malgré quelques signes de réserve d'une partie de la paysannerie protestante dans le nord de l'Alsace⁵. Ce climat de fête et de confiance en l'avenir engage le gouvernement français à repousser l'hypothèse d'une consultation des populations ainsi que les offres de service du *Landtag*, considéré comme une institution allemande. Les premières mesures de police concernent le tri et l'épuration de la population, mais aussi des mesures à caractère économique (introduction du franc, réorientation des échanges commerciaux) ou culturel (mise en œuvre d'une politique de francisation touchant aussi bien les écoles que les lieux de spectacle).
- 4 La présente étude vise à mieux comprendre l'action du gouvernement et des organes civils chargés de penser l'avenir mais aussi d'administrer des territoires (limités dans un premier temps aux seules vallées vosgiennes puis étendus à l'ensemble des pays annexés). Lieu commun des discours revanchards des premières années de la Troisième République, l'Alsace-Lorraine est peu présente dans les esprits à la veille de l'ultime crise balkanique qui entraîne l'Europe dans la guerre. Mais elle ressurgit bien vite, sitôt la guerre entre la France et l'Allemagne déclarée. Cette situation va porter subitement les regards des gouvernements de Paris et de Berlin vers les provinces annexées : à Paris, on se prépare à effacer le « honteux » traité de Francfort en réintégrant les provinces perdues en 1871, tandis qu'en Allemagne, on cherche à trouver la solution politique qui arrimera définitivement la région au *Reich*. De la déclaration de guerre à la Paix, le rapport des autorités civiles françaises vis-à-vis des provinces perdues s'articule autour des trois axes suivants : préparer l'Alsace et la Lorraine de demain, à travers les réflexions de la Conférence d'Alsace-Lorraine ; faire aimer la France (par la propagande, par l'accueil donné aux Alsaciens réfugiés ou prisonniers de guerre en France, enfin par l'école) ; administrer les territoires reconquis.

Problématiques de recherche

- 5 Cette thèse s'inscrit dans un prisme régional : au moment du déclenchement des hostilités, la région est annexée à l'Empire allemand depuis plus de quarante ans et l'Alsace-Lorraine de 1914 apparaît très différente de ce qu'elle était en 1871. À la veille des hostilités, la majorité des Alsaciens accepte la situation politique existante,

préférant le maintien de la paix à un conflit. Prospérité économique, intégration politique dans l'Empire wilhelminien assortie d'un puissant particularisme culturel et religieux caractérisent les pays annexés⁶. Le conflit armé avec la France, qui s'accompagne d'une dictature militaire, met un terme au processus d'intégration, provoquant un retour du sentiment francophile. Aussi ma thèse s'intéresse-t-elle aux problèmes soulevés par la réintégration des départements annexés dans la communauté nationale : régime administratif, maintien ou non de dispositifs législatifs spécifiques, insertion dans l'espace économique français, poursuite des politiques sociales développées du temps allemand, place du français à l'école et dans la vie publique, régime des cultes, sort à donner à la population allemande résidant en Alsace-Lorraine. Étudier les organes gouvernementaux en charge de l'Alsace française revient à se poser la question de la capacité de l'administration à réintégrer une région demeurée allemande pendant un demi-siècle, et à apprécier le rôle des erreurs administratives dans l'après-guerre alsacien.

- 6 Mon travail interroge également les représentations françaises de l'Alsace-Lorraine, territoire largement présent dans les symboles et dans les discours français. L'imagerie populaire, la littérature, mais aussi les savoirs transmis par l'école de la République diffusent une image stéréotypée et pittoresque des pays annexés, rendant hommage aux provinces annexées et justifiant, sans le proclamer ouvertement, le désir de reconquête⁷. Cette vision n'est pas dépourvue d'impact sur les thèmes de la propagande de guerre française. Les contacts difficiles avec les réfugiés, la nécessité d'entreprendre une campagne d'opinion en faveur de la cause des Provinces perdues, le temps mis pour admettre les doléances des Alsaciens-Lorrains : tout atteste de l'écart entre les représentations et la réalité. Au-delà de cet imaginaire, mon travail interroge également le poids des sentiments nationalistes et du revanchisme dans la France de 1914. À la veille de la guerre, l'attitude du personnel politique apparaît pleine d'ambiguïté, n'évoquant guère la Revanche, entretenant le souvenir des Provinces perdues, sans jamais remettre en cause le traité de Francfort⁸. Là encore, la déclaration de guerre modifie cette donne politique : sitôt le conflit engagé, la reconquête des pays annexés est à l'ordre du jour. Mon étude évalue le rôle joué par la question d'Alsace-Lorraine dans la définition des buts de guerre et dans la politique étrangère de la France, notamment à travers les négociations secrètes avec les empires centraux⁹.
- 7 Cette thèse se veut également une contribution à l'histoire de l'administration et des pratiques du pouvoir durant la Première Guerre mondiale¹⁰. Elle s'appuie sur les travaux de Pierre Renouvin¹¹ et de Fabienne Bock¹² pour mettre en valeur le caractère polyvalent et dirigiste de l'administration de guerre. L'entrée en guerre se traduit, de manière générale, par la création de nombreux organismes publics, conduisant à une certaine « *exubérance* » de l'État. La nomination de sous-secrétaires d'État, hauts-commissaires et autres chefs de sections d'études illustre parfaitement cette évolution des pratiques administratives. L'adaptation du pouvoir aux exigences nées de la guerre ne va pas sans incohérences comme en témoigne l'absence de toute réflexion globale sur les départements annexés avant février 1915, date de création de la Conférence d'Alsace-Lorraine. L'étude des instances officielles, comme des initiatives privées qui gravitent autour d'elles, conduit à s'intéresser également au groupe des Alsaciens-Lorrains établis à Paris entre 1914 et 1918, c'est-à-dire aux personnes les plus investies dans les travaux des commissions chargées de préparer l'après-guerre. Au-delà des parcours individuels, des jeux d'influences et des réseaux, l'étude de ce groupe

d'hommes engagés en faveur du retour à la France des départements annexés permet de toucher du doigt les rouages de l'État en guerre. Un autre trait saillant des organes en charge de l'Alsace-Lorraine réside dans les missions de préfiguration qui leur sont dévolues (cette spécificité témoigne de l'intérêt politique accordé à la question). Le rattachement de Nice et de la Savoie à la France en 1860, n'avait donné lieu à aucune réflexion de cet ordre ; le droit commun avait été introduit sans délai dans ces départements. D'autres territoires européens sont l'objet de contentieux internationaux en 1914, mais l'on ne retrouve aucune instance comparable à la Conférence d'Alsace-Lorraine pour le Trentin, le Schleswig ou la Transylvanie¹³. On peut bien citer les réflexions confiées à partir de 1917 au Comité d'études Briand, chargé de préparer le tracé des frontières de l'après-guerre : celui-ci travaille principalement sur des questions d'ordre diplomatique sans s'appesantir sur des problèmes d'administration intérieure¹⁴. Il constitue en fait une caution scientifique justifiant des prétentions d'une partie du personnel politique français sur la Rive gauche du Rhin. En Italie, l'*Associazione politica degli Italiani Irredenti* et l'association *Trento e Trieste*, formulent bien quelques préconisations pour l'avenir du Trentin, mais la comparaison s'arrête là¹⁵.

- 8 Il apparaît que les réflexions sur l'Alsace-Lorraine s'inscrivent dans une réflexion plus vaste sur la décentralisation des pouvoirs, déjà engagée en France à la veille de la guerre¹⁶. Ce courant de pensée s'appuie sur la Fédération régionaliste française, à laquelle adhèrent des personnalités venues de différents horizons, comme le député de la Vienne Jean Hennessy¹⁷ ou encore des hommes venus du catholicisme social tels Henry de Jouvenel ou Anatole de Monzie. Le régionalisme se heurte toutefois à une culture politique profondément jacobine, comme en témoigne la virulence des échanges entre André Tardieu et Georges Clemenceau (ce dernier ne voit dans le régionalisme qu'un mouvement traditionnel rétrograde de tendance contre-révolutionnaire). Il apparaît intéressant de discerner l'influence de ce courant de pensée dans les débats de la Conférence d'Alsace-Lorraine, où se dégagent trois orientations : les défenseurs d'un retour à l'Alsace et à la Lorraine de 1870 et d'une assimilation rapide, les partisans du maintien d'un statut transitoire dans le but de faciliter l'intégration administrative et législative et enfin ceux qui entendent réorganiser l'Alsace-Lorraine française en tenant compte des évolutions intervenues sous le régime allemand. On retrouve ce même clivage au cours des débats juridiques entre partisans d'une introduction intégrale de la législation française au nom de l'unité nationale, ceux qui se prononcent en faveur du maintien temporaire d'un droit local et les troisièmes, qui aimeraient faire bénéficier la France de lois progressistes sans équivalent. Cet état d'esprit transparait également dans les initiatives du ministre du Commerce Étienne Clémentel¹⁸, désireux de donner vie à des régions économiques, un projet qui rencontre un écho considérable auprès des milieux d'affaires alsaciens¹⁹.
- 9 L'espace géographique dans lequel s'inscrit le sujet permet enfin à ma recherche d'intégrer une dimension comparatiste : tandis que le gouvernement français élabore ses propres plans, quels sont les projets échafaudés de l'autre côté de la ligne de front ? Il y a en Allemagne – comme en France – une certaine unité de vue quant à l'avenir de l'Alsace-Lorraine, la classe politique allemande défendant fermement l'appartenance de l'Alsace à l'Empire. Les divergences d'opinion ne portent en effet que sur le statut à donner à l'Alsace-Lorraine au sein de l'ensemble fédéral allemand. Si le *Statthalter* von Dallwitz se montre partisan de la manière forte, Louis III de Bavière multiplie ses interventions à Berlin dès 1915. Il espère obtenir un partage qui permettrait

l'incorporation de l'Alsace au sein de son royaume, l'industrielle Lorraine devant quant à elle échoir au royaume de Prusse²⁰. Après la crise ministérielle de 1917 et le vote d'une « résolution de paix » au *Reichstag*, l'Alsace-Lorraine redevient une question centrale : l'absence de solution politique est en effet perçue comme un obstacle à la cessation des hostilités. Le Parlement en vient à formuler ses propositions dans le sens d'une plus grande autonomie du *Reichsland*. À l'automne 1917, le Chancelier Michaelis s'engage dans une vaste consultation auprès des autorités civiles et militaires allemandes en vue d'arbitrer entre quatre propositions d'évolution constitutionnelle (intégration à la Prusse, partage entre États confédérés, octroi de l'autonomie ou maintien des dispositions en vigueur)²¹. Alors que l'Allemagne s'engage dans la dernière année de guerre, les divergences entre États confédérés constituent le principal frein à un règlement de la question. Jusqu'aux mois qui précèdent l'Armistice, le refus opposé par le gouvernement wurtembergeois, les réserves de l'État-major, celles du ministre de l'Intérieur Karl Helfferich et la pression continue des groupes d'intérêts allemands (groupements pangermanistes) ont raison des projets d'évolution constitutionnelle.

Méthodologie et cheminement de la recherche

- 10 Les recherches menées s'appuient sur un corpus de sources publiques et privées distinguant trois ensembles documentaires : sources parisiennes, témoignant des réflexions gouvernementales et des milieux alsaciens-lorrains de Paris, archives conservées localement, fort instructives pour la compréhension des conditions dans lesquelles s'effectue le retour à la France, enfin, archives étrangères apportant un contrepoint à la vision française et matière à comparaisons.
- 11 Les *Procès-verbaux de la Conférence d'Alsace-Lorraine*, publiés sur *Gallica* par la Bibliothèque nationale de France, constituent la principale source pour l'étude des projets élaborés à Paris. Conservée aux Archives nationales, la sous-série AJ³⁰ regroupe les fonds d'archives des administrations provisoires, chargées de l'Alsace-Lorraine pendant la Première Guerre mondiale. Elle comprend les archives du bureau d'études d'Alsace-Lorraine, des sous-commissions thématiques mises en place en 1917 par le ministère de la Guerre et celles du service général d'Alsace-Lorraine créé en 1918. Les comptes-rendus hebdomadaires adressés par les commissaires de la République et les chefs de service nommés dans les provinces reconquises se sont révélés particulièrement instructifs. La consultation des archives de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés, des archives privées d'Alexandre Millerand, de François de Wendel, ou des socialistes Albert Thomas et Jean Longuet livrent des éclairages complémentaires, en particulier sur le positionnement de la gauche française au sujet de l'Alsace-Lorraine. La lecture de la correspondance politique et commerciale conservée par les Archives du ministère des Affaires étrangères offre une meilleure compréhension de l'action diplomatique vis-à-vis des États de l'Entente, en particulier des efforts de propagande déployés par André Tardieu et Daniel Blumenthal pour rallier l'opinion américaine à la cause française.
- 12 La consultation des fonds conservés dans les départements du Grand-Est renseigne sur les mesures administratives prises localement, dans les territoires sous administration militaire dès le mois d'août 1914, et dans le restant de l'Alsace-Lorraine au lendemain du 11 novembre 1918. Aux Archives départementales du Bas-Rhin, la série AL comprend les dossiers de l'administration centrale du *Reichsland* (1871-1918) et du Commissariat

général de la République française (1918-1925), ce dernier fonds constituant le complément naturel de la sous-série AJ³⁰ des Archives nationales. Aux Archives départementales du Haut-Rhin (Colmar), les dépouillements réalisés dans les fonds administratifs ont été complétés par la consultation de plusieurs fonds d'archives privées (Émile Wetterlé, Paul-Albert Helmer, Joseph Pflieger, archives paroissiales). Des ressources consultées aux Archives départementales de la Moselle, retenons, outre le fonds du commissariat de la République, le fonds de l'évêché, qui comprend les échanges épistolaires du mois de novembre 1918 entre les évêques et le Saint-Siège au sujet du maintien du régime concordataire. Des recherches ont également été conduites dans les archives municipales de Strasbourg²², de Metz, Mulhouse, Colmar, Thann et Masevaux. La consultation des archives diocésaines, ainsi que celles des consistoires protestant et israélite de Strasbourg a permis d'éclairer la question religieuse, au cœur des difficultés qui surviennent au lendemain du 11 novembre 1918. Les fonds des Archives départementales du Doubs, des Vosges et du Territoire de Belfort accordent une place essentielle à la question des réfugiés, à travers le prisme des camps de prisonniers de guerre ou de réfugiés, à l'exemple du Refuge d'Ornans. Ces recherches ont été complétées par la consultation des abondantes ressources imprimées (à titre d'exemple, le fonds de la Société belfortaine d'émulation, aux Archives du Territoire de Belfort, comprend une riche collection de brochures de propagande intéressant la question d'Alsace-Lorraine). J'ai enfin eu accès à des papiers de famille détenus par Monsieur Jean-Noël Jeanneney, petit-fils du sous-secrétaire d'État en charge de l'Alsace-Lorraine et par l'un des descendants de Daniel Blumenthal, aujourd'hui établi en Australie.

- 13 Les recherches menées dans les services d'archives allemands et suisses apportent un éclairage particulièrement intéressant sur les projets échaudés sur le devenir de l'Alsace-Lorraine dans l'hypothèse d'une victoire impériale. Cette étude s'appuie abondamment sur des archives allemandes jusque-là inexploitées. Aux Archives fédérales (*Bundesarchiv Abteilung Deutsches Reich*), on peut trouver les réponses à la consultation engagée en 1917 au sujet de l'évolution du statut du *Reichsland*. Les Archives d'État du Royaume de Prusse (*Geheimes Staatsarchiv*), confiées à une fondation (*Preußischer Kulturbesitz*), conservent les comptes-rendus de plusieurs conseils des ministres consacrés exclusivement à la question. Enfin, les recherches effectuées aux Archives du ministère des Affaires étrangères (*Politisches Archiv des auswärtigen Amts*) ont porté sur la correspondance diplomatique traitant de l'Alsace-Lorraine. Ces dépouillements ont été complétés par la consultation de sources locales à Munich²³, Stuttgart et Karlsruhe : j'ai pu prendre connaissance d'archives administratives et diplomatiques, en particulier la correspondance entretenue entre les gouvernements des États fédérés et leurs ambassades respectives à Berlin. Des recherches complémentaires ont été réalisées en Suisse à Berne (Archives fédérales) ainsi qu'aux archives des cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne ; elles se sont révélées instructives au regard d'un certain nombre d'enjeux économiques (aménagement du Rhin, échanges commerciaux, industrie textile). L'importance de la question religieuse dans les débats français et allemands (en particulier le rôle joué par le député catholique Matthias Erzberger auprès du Nonce Eugenio Pacelli) a justifié la consultation du fonds de la nonciature apostolique à Munich, conservé aux Archives secrètes du Vatican (*Archivio segreto Vaticano*).

Mes conclusions

- 14 L'étude des conclusions formulées par la Conférence d'Alsace-Lorraine conduit à s'interroger sur le degré de connaissance du terrain qu'ont les fonctionnaires chargés d'imaginer des solutions juridiques et administratives pour l'Alsace-Lorraine. On s'est intéressé en particulier au groupe des Alsaciens de Paris, qui déploie une activité considérable pour dresser des provinces de l'Est un tableau des plus idylliques. À la lecture des procès-verbaux de la Conférence d'Alsace-Lorraine, on peut d'ores et déjà s'attendre à ce que cette culture républicaine, assortie d'un certain degré d'anticléricisme, se heurte au particularisme alsacien forgé dans la défense de l'autonomie au sein du *Reich* et défendu par un clergé catholique puissant et politisé. Cependant, de par sa composition et la nécessaire « Union sacrée » de ses membres, la Conférence d'Alsace-Lorraine apparaît d'abord comme le lieu du compromis. Les vœux émis par la Conférence, tout en soulignant l'objectif d'une fusion à terme de l'Alsace-Lorraine dans l'unité nationale, privilégiaient la modération, ménageaient des transitions, faisaient à l'occasion preuve d'audace : intérêt pour les lois sociales en vigueur en Alsace, projets de développement économique, prise en compte du bilinguisme... certains membres alsaciens se plaisant déjà à imaginer la régionalisation de la France !
- 15 Dès 1917, on assiste à une mise sous tutelle de la Conférence d'Alsace-Lorraine, à laquelle on avait jusqu'alors conféré des attributions étendues. Un décret du 5 juin 1917 place l'administration de l'Alsace-Lorraine sous l'autorité directe du ministre de la Guerre ; un second décret du mois de septembre redéfinit les attributions de la Conférence. Lorsque Clemenceau accède aux responsabilités, les services d'Alsace-Lorraine sont, pour ainsi dire, sous étroit contrôle politique et l'équipe mise en place à l'automne 1917 autour du sous-secrétaire d'État Jules Jeanneney reste aux commandes jusqu'à la Paix. Or cette équipe est animée d'une vision strictement unitaire de la République, à l'opposé du libéralisme porté par la Conférence d'Alsace-Lorraine comme par les militaires chargés d'administrer les vallées vosgiennes. En dépit de la qualité des réflexions conduites pendant les années de guerre, Georges Clemenceau porte la lourde responsabilité d'avoir ravalé la Conférence au rang de comité Théodule²⁴. Au-delà de cette faute politique, il apparaît à travers le discours porté par les « libérateurs » comme des thèmes de propagande diffusés, que les Français se sont battus pour une vision fantasmée des provinces perdues, contaminée par les « images d'Épinal » et les illusions véhiculées par les Alsaciens de Paris et – ce qui est plus grave – par les représentants du parti francophile. À travers l'occupation des vallées vosgiennes, la prise en charge des réfugiés et l'administration des pays recouverts (après 1918), le gouvernement est confronté au réel. Français et Allemands se sont d'ailleurs heurtés aux mêmes écueils : incapables de penser la différence, ils se sont efforcés d'intégrer un territoire caractérisé par une forte identité dans un État-nation (centralisé dans un cas, fédératif dans l'autre). Cherchant à gommer l'identité locale pour des raisons idéologiques et nationalistes, ils ont dû affronter, tour à tour, de puissants courants centrifuges. Des responsabilités sont à chercher également dans l'attitude ambiguë des Alsaciens-Lorrains eux-mêmes : l'enthousiasme des premières semaines, mais aussi le zèle germanophobe d'une population rongée par le chômage, le climat de délation, ont maintenu les autorités françaises dans l'illusion d'une assimilation aisée et rapide.

- 16 Au printemps 1919, les réjouissances sont à peine terminées qu'apparaissent les premiers signes d'insatisfaction dans les pays reconquis. Révélé par des maladresses politiques et administratives, le « malaise alsacien » constitue l'envers du « retour joyeux » à la France. Les responsabilités sont à trouver dans la hâte assimilatrice du gouvernement et dans la mise en œuvre des solutions administratives les plus jacobines. Les suites sont bien connues et ces illusions vont déboucher sur ce qu'il est convenu d'appeler la « crise autonomiste ». Pourtant, comme l'ont montré les travaux de François-Georges Dreyfus, ce terme d'« autonomisme » est source de confusions puisqu'il recouvre en fait, trois réalités politiques distinctes : le séparatisme, l'autonomisme proprement dit et le régionalisme²⁵. Or cette dernière acception, puissante dans la plupart des formations politiques alsaciennes, trouve son corollaire dans une pensée politique française : le girondinisme, un courant libéral enclin à la prise en considération du prisme régional²⁶. Celui-ci se heurte toutefois à une technocratie puissante, tirant précisément sa légitimité d'une organisation unitaire et centralisatrice de l'État. La mise en place du Commissariat général de la République, avec à sa tête un homme pragmatique, semble au printemps 1919 ouvrir la voie à l'apaisement et à la mise en œuvre de solutions plus originales.
- 17 Il est intéressant de relever également les interactions entre question alsacienne et politique rhénane. L'Alsace-Lorraine apparaît, dans ce contexte, non comme un nouveau *limes* latin, mais comme une membrane par laquelle l'influence politique et culturelle française doit pénétrer dans le monde germanique et même en Europe centrale²⁷. La réorganisation de l'université de Strasbourg traduit cette même volonté de faire rayonner la France dans une *Mitteleuropa* jusque-là chasse gardée des empires centraux. Dans un article publié dans *L'Alsace républicaine*, Ferdinand Brunot, Ludovic Meister et Charles Schweitzer esquissent une politique linguistique libérale tenant compte de la situation particulière de la région²⁸. Mais les pratiques administratives musclées, les expulsions de ressortissants allemands et la politique de francisation mise en œuvre dans les provinces reconquises contredisent ouvertement cette politique aimable conçue à l'intention des Rhénans. La nomination d'Alexandre Millerand, respectueux du particularisme, cherche *a contrario* à améliorer l'image de l'administration française aux yeux des populations de la rive gauche du Rhin. On émet l'hypothèse que cet argument a convaincu Clemenceau de créer le Commissariat général à Strasbourg.
- 18 Les cénacles parisiens dans lesquels se sont tenus les débats juridico-politiques étudiés dans le cadre de cette thèse ont constitué de véritables « laboratoires d'idées ». Certaines orientations prises entre 1914 et 1919 ont engagé l'avenir. Nombre de ces propositions ont cheminé, véhiculées à travers des projets de lois, et n'ont porté leurs fruits que bien des années plus tard. Elles sont à la source de dispositions du droit local alsacien-mosellan, de réalisations techniques ou bien de compromis politiques et législatifs intervenus tout au long du vingtième siècle.

NOTES

1. . Thèse dirigée par M. Jean-Noël Grandhomme (Université de Lorraine) soutenue le 1^{er} décembre 2016 à Nancy (Université de Lorraine) devant un jury composé de MM. François Cochet (Université de Lorraine), Olivier Dard (Université de Paris Sorbonne), Paul Dietschy (Université de Franche-Comté), Bertrand Joly (Université de Nantes) et Étienne Thévenin (Université de Lorraine).
2. . *Procès-verbaux de la Conférence d'Alsace-Lorraine*, 2 vol., Paris, Imprimerie nationale, 1917-1919, 2 vol. – t. 1. 1^{re}-24^e séances, 18 février 1915 - 22 mai 1916. – t. 2. 25^e-44^e séances, 1^{er} octobre 1917 - 6 janvier 1919.
3. . Christian BAECHLER, « L'abbé Wetterlé, un prêtre patriote et libéral (1861-1931) », *Archives de l'Église d'Alsace*, n°45, 1986, p. 243-286.
4. . Archives nationales, AJ³⁰ 109. Groupe lorrain ; papiers de Wendel (190 AQ). Archives diplomatiques, fonds Maurice Bompard (417 PA-AP).
5. . Christian BAECHLER, *L'Alsace entre la guerre et la paix : recherches sur l'opinion publique (1917-1918)*, thèse de doctorat, lettres, Université Strasbourg II, 1969, p. 393. Joseph SCHMAUCH, « Marseillaise, paradis tricolore et drapeaux par milliers. Les fêtes du retour de l'Alsace à la France (novembre-décembre 1918) », *Revue d'Alsace*, n°141, 2015, p. 297-320.
6. . Jean-Marie MAYEUR, *Autonomie et politique en Alsace. La constitution de 1911*, Paris, 1970, 209 p. François ROTH, *La Lorraine annexée (1870-1918)*, Nancy, Université de Nancy II, 1976, 765 p. Francis et Jean-Noël GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2013, 509 p.
7. . Laurence TURETTI, *Quand la France pleurait l'Alsace et la Lorraine, 1870-1914, Les « Provinces perdues » aux sources du patriotisme républicain*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2008, 206 p.
8. . Bertrand JOLY, « La France et la revanche, 1871-1914 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°46/2, 1999, p. 325-347.
9. . Georges-Henri SOUTOU, *La Grande Illusion. Quand la France perdait la paix (1914-1920)*, Paris, Tallandier, 2015, 377 p.
10. . Anne-Laure ANIZAN, « 1914-1918, le gouvernement de guerre », *Histoire@Politique Politique, culture, société*, 2014/1 (n° 22), <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2014-1-page-215.htm#no20> (consulté le 7 juin 2017).
11. . Pierre RENOUVIN, *Les formes du gouvernement de guerre*, Paris, Presses universitaires de France / Publications de la dotation Carnegie pour la Paix internationale, 1925, 187 p.
12. . Fabienne BOCK, *Un parlementarisme de guerre (1914-1919)*, Paris, Belin, « Temps présents », 2002, 350 p.
13. . Christian BAECHLER, « Le Reich allemand et les minorités nationales (1871-1918) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n°28, 1996, p. 40-41. François BOCHOLIER, « Les projets de réforme du statut de la Transylvanie dans le contexte des relations internationales en Europe centrale et orientale (1890-1920) », in *Recueil d'articles à paraître aux éditions L'Harmattan* (2005), septembre 2004, 14 p. <http://www1.ens.fr/europecentrale/XfichesSTOCK/Bocholier2004.pdf> (consulté le 7 juin 2017).
14. . *Les Experts français et les frontières d'après-guerre. Les procès-verbaux du comité d'études 1917-1919*, Introduction et notes par Isabelle Davion, préface par Georges-Henri Soutou, *Bulletin de la Société de Géographie*, juin 2015, 248 p.
15. . Emmanuel BOUDAS, *L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919 : indépendance ou subordination?*, Université Paris III Sorbonne nouvelle, 2009 <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01129252> (consulté le 7 juin 2017).

16. . Thiébaud FLORY, *Le mouvement régionaliste français, sources et développements*, Paris, Presses universitaires de France, 1966, 1966, XII-132 p. Julian WRIGHT, *The Regionalist movement in France 1890-1914, Jean Charles-Brun and French political thought*, Oxford, Oxford University Press, 2003, XVI-286 p.
17. . François DUBASQUE, *Jean Hennessy (1874-1944) : Argent et réseaux au service d'une nouvelle République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 374 p. - XVI p. de pl.
18. . L'économiste et historien Henri Hauser, proche du ministre Étienne Clémentel, figure parmi les partisans du régionalisme. Il est l'auteur d'une étude sur *L'Organisation gouvernementale française pendant la guerre. Le problème du régionalisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1924, XII-176 p.
19. . Voir Anselme LAUGEL, « Les vœux de nos provinces : le régionalisme alsacien », *Revue hebdomadaire*, 20 novembre 1920, p. 264 : « En-dehors des intérêts nationaux et des intérêts communaux, on constate encore des intérêts régionaux créés par les nouvelles conditions faites à l'activité économique, bien à l'étroit dans les limites de nos départements ».
20. . *Geheimes Staatsarchiv - Preußischer Kulturbesitz*, 1 HA Rep. 90 Annexe E 3. Procès-verbaux des réunions du Conseil des ministres du Royaume de Prusse (*Staatsministerium*). Matthias ERZBERGER, *Erlebnisse im Weltkrieg*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1920, 396 p.
21. . *Bundesarchiv*, R 43/155-156 et Archives départementales du Bas-Rhin, fonds du Gouvernement général d'Alsace-Lorraine, 22 AL 130.
22. . Le fonds intitulé « Événements historiques » (282 MW 90 à 99) renferme de nombreuses affiches illustrant la transition opérée en novembre 1918. On mentionnera également le *fonds Blumer*, un fonds photographique documentant le changement de souveraineté à Strasbourg.
23. . Une autorisation accordée par la Maison de Wittelsbach m'a permis de consulter des documents émanant des cabinets royaux de Louis III de Bavière, du Kronprinz Rupprecht et du Prince Léopold.
24. . Paul-Émile APPELL, *Souvenirs d'un Alsacien (1858-1922)*, Paris, Payot, 1923, p. 309. « On peut dire d'ailleurs que le régime actuel a été un peu trop improvisé par le gouvernement de Clemenceau. Je ne crois pas qu'on ait tenu un compte suffisant du travail préparatoire des commissions, qui avaient travaillé pendant la guerre. [...] Ces rapports ne paraissent pas avoir servi au gouvernement après la guerre ; je sais que le gouvernement a envoyé en 1918 des hommes éminents en Alsace, en leur donnant comme unique instruction d'agir 'avec leur cœur et leur âme de Français'. C'était beau, mais insuffisant du point de vue pratique ».
25. . François-Georges DREYFUS, *La vie politique en Alsace (1919-1936)*, Paris, Armand Colin, « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n°173 », 1969, p. 269.
26. . Pierre ROSANVALLON, *Le modèle politique français, la société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 2004, Paris, 445 p.
27. . Voir Olivier LOWCSYK, *La fabrique de la paix. Du comité d'études à la conférence de la paix, l'élaboration par la France des traités de la Première Guerre mondiale*, Paris, ISC, Institut de stratégie comparée - Economica impr., 2010, 533 p. Pierre JARDIN, « La politique rhénane de Paul Tirard (1919-1923) », *Revue d'Allemagne*, 1989, p. 213. « Nouer des contacts avec les populations, les détacher de l'influence et de l'hégémonie prussienne ; constituer sur notre frontière une marche pacifique, à la fois zone de protection et contrepoids au militarisme prussien ».
28. . Archives départementales du Haut-Rhin, 27 J 9. « La Question des langues en Alsace-Lorraine », par Ferdinand Brunot, Ludovic Meister et Charles Schweitzer, dans *L'Alsace républicaine*. « Faire fi d'une telle richesse intellectuelle et morale, et même essayer de la détruire, comme les Allemands l'ont essayé tyranniquement, c'est priver en réalité la collectivité nationale tout entière de bénéfices au moins si précieux que les ressources du sol et du sous-sol. L'école sera donc bilingue. »

AUTEUR

JOSEPH SCHMAUCH

Docteur en histoire de l'Université de Nancy, conservateur en chef du patrimoine, directeur des Archives départementales du Territoire de Belfort